



Le journal de la CLAC-Montréal ★ Convergence des luttes anticapitalistes ★ Printemps 2016

Premier mai contre l'impérialisme, le racisme, les frontières et le colonialisme : ensemble détruisons le capitalisme !

Le 1^{er} mai 2006, des millions de travailleurs et travailleuses migrantEs sont descendues dans les rues dans plusieurs villes des États-Unis à l'occasion d'une action concertée intitulée « A day Without Immigrants » (une journée sans immigrants).

Les manifestants et manifestantes réclamaient l'abandon d'un projet de loi criminalisant les personnes sans statut, la mise en œuvre d'une réforme des lois sur l'immigration et la régularisation progressive du statut de toutEs les immigrants et immigrantes sans papiers résidant aux États-Unis. Compte tenu du rôle structurel que jouent les travailleurs et travailleuses (im)migrants dans l'économie américaine, celle-ci s'en est trouvée partiellement paralysée. Le prolétariat migrant, par l'action directe, faisait enfin connaître son existence à la société capitaliste qui dépend de lui pour se perpétuer.

Le geste peut sembler modeste, mais un jour de grève représente un sacrifice majeur pour d'innombrables travailleurs et travailleuses précaires et/ou sans statut. Pour elles et eux, dans la mesure de leurs moyens, c'est un geste authentiquement révolutionnaire.

Imaginons un instant que l'ensemble des travailleurs et travailleuses migrantEs en Amérique du Nord et en Europe s'engage dans une grève générale illimitée. Même sans le soutien de la classe ouvrière « nationale », on peut affirmer sans grand risque de se tromper que le coup serait extrêmement dur pour la machine capitaliste, qui serait sérieusement menacée de panne définitive dès les premiers jours. Imaginons maintenant la portée d'une telle action si la solidarité s'exprimait concrètement par le soutien actif de toutes les couches de la classe ouvrière aux revendications des travailleurs et travailleuses migrantEs...

Et pourtant, les réalités des travailleurs et travailleuses migrantEs restent largement ignorées ou marginalement connues de la société majoritaire privilégiée des pays occidentaux, dont ils et elles sont généralement excluEs à presque tous les égards.

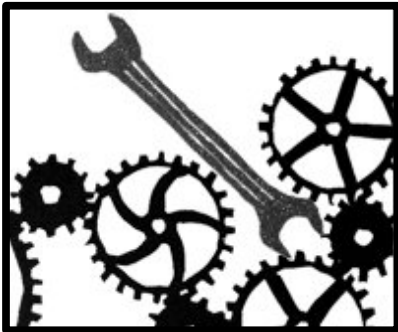
Comment expliquer cette exclusion des travailleurs et travailleuses migrantEs, avec ou sans statut, non seulement des institutions et du régime de droits de la société dominante, mais aussi en grande partie des mouvements sociaux *mainstream*, en général, et en particulier du mouvement syndical, qui s'est historiquement érigé en principal contre-pouvoir face à la classe des exploiters?

Peut-être que la classe ouvrière migrante, dont les expériences sont spécifiques et se distinguent à plusieurs égards de la réalité de la classe ouvrière « nationale » (les syndiquéEs, les prolétaires précaires jouissant de la citoyenneté, etc.), ne se reconnaît tout simplement pas dans les mouvements sociaux et syndicaux de la société dominante. Peut-être que leur situation matérielle et les conditions structurelles de leur présence au pays et de leur participation au marché du travail ne leur permettent tout simplement pas de participer à ces mouvements. Peut-être que ces mouvements, en retour, ne cherchent pas activement et/ou sincèrement à se solidariser des luttes des (im)migrantEs. Peut-être, finalement, que tous ces facteurs entrent en ligne de compte.

Quoi qu'il en soit des rapports entre les institutions réformistes libérales et la classe ouvrière migrante, il incombe aux anticapitalistes de questionner leur propre relation avec cette dernière, et d'autant plus dans la définition d'un projet révolutionnaire.

On tend aujourd'hui à parler de « l'aristocratie ouvrière », un vieux terme de la nomenclature marxiste désignant la partie la mieux traitée et la plus privilégiée de la classe ouvrière, comme d'un concept vétuste. Pourtant, l'aristocratie ouvrière n'a jamais disparu, elle s'est simplement complexifiée et déclinée sous différentes formes. Elle existe à l'intérieur même des économies nationales (les intérêts des différentes





Coups d'État !

Coups d'État : Parce qu'il est temps de mettre fin à l'impérialisme, au racisme, au colonialisme et aux frontières, ensemble, maintenant ! À bas tous les États!

Le journal de la CLAC-Montréal ★ Convergence des luttes anticapitalistes ★ Printemps 2016

➔ Suite de la première page

sous-classes du prolétariat, techniciens v. manœuvres non qualifiés, syndiqués v. non syndiqués, permanents v. précaires, etc. entrent malheureusement souvent en contradiction), comme à l'échelle internationale, tel que l'illustre la différence de condition entre les classes laborieuses des pays riches, qui jouissent des avantages sociaux arrachés à l'État et à la classe possédante au fil du temps, et celles des pays pauvres, encore aujourd'hui formées des plus exploités.

Il serait ainsi naïf de croire que la classe ouvrière n'est pas fractionnée, qu'elle est homogène et unie dans une communauté d'intérêt. Il existe un grand nombre de lignes de partage, de différences, au sein de la classe ouvrière, des différences liées, par exemple, au degré d'éducation et de formation, au genre, à l'âge, à la « race » ou l'origine culturelle, etc. L'une des principales lignes de fracture concerne précisément la différence de statut entre la classe ouvrière « nationale » et la classe ouvrière migrante.

Ces différences définissent la position respective de chacun dans l'ordre capitaliste. La machine capitaliste dépend d'ailleurs pour se reproduire d'un cloisonnement des solidarités (tout comme elle cloisonne la production). À cet égard, la création de la classe moyenne au XX^e siècle a été un développement crucial. Il s'agissait essentiellement d'accorder du pouvoir d'achat et de concéder un certain nombre de protections à une partie du prolétariat (ostensiblement, pour stimuler l'économie, mais aussi pour apaiser une lutte de classes qui devenait de plus en plus difficile à gérer), tout en maintenant une autre partie du prolétariat dans l'exploitation pour garantir une production à faible coût et poursuivre la croissance. Le coup de génie des capitalistes, en créant la classe moyenne, a été d'isoler la couche la plus exploitée de la classe ouvrière de sa couche la plus privilégiée, qui s'est dès lors employée à défendre ses propres intérêts dans une perspective conservatrice plutôt que ceux de l'ensemble du prolétariat dans une perspective révolutionnaire.

Cette dynamique d'exclusion et de cloisonnement se reproduit encore aujourd'hui



dans notre société. Dans les économies du Nord, la classe ouvrière migrante joue un rôle essentiel par une activité parallèle ou silencieuse. « Nos » économies dépendent directement du travail du prolétariat migrant. Les travailleurs et travailleuses migrantEs occupent des emplois pénibles, dans des conditions précaires ou dangereuses, avec des droits restreints et pratiquement aucune protection. Pire encore, les travailleurs et travailleuses sans statut sont forcés d'occuper les pires emplois imaginables, dans la clandestinité, dans les pires conditions, sans aucun droit ni protection. Qui se lève le plus tôt, pour nettoyer les maisons et prendre soin des rejets bourgeois, pour *puncher* à un travail pénible dans des centres de distributions dignes d'Orwell, pour s'échiner dans des ateliers de misère dont Monsieur et Madame Tout-le-monde ignorent jusqu'à l'existence, pour cueillir les fruits et légumes que « le Québec » consomme et exporte, pour conduire les urbains en voiture du point A au point B, etc., bref, pour remplir toutes les fonctions de la machine capitaliste que la classe moyenne rechigne à occuper? Et pourtant, même parmi les éléments les plus « progressistes » de la société coloniale, on oublie très vite la présence et le rôle crucial de ce prolétariat migrant.

Le Québec/Canada est un espace particulier où la classe ouvrière coloniale/nationale, malgré l'exploitation qu'elle a elle-même subi historiquement et continue de subir (relativement), ne s'est jamais réellement solidarisée avec les travailleurs et travailleuses migrantEs, sinon symboliquement. La raison en est simple, la société d'opulence occidentale est fondée sur une division du travail suivant une ligne de partage raciste. Les syndiqués

sont encore majoritairement des personnes blanches issues du colonialisme européen, et les travailleurs et travailleuses migrantEs (temporaires, et/ou sans statut), non syndiqués et précaires, sont majoritairement racisés. C'est la suprématie blanche qui se perpétue dans toute son horreur.

Dans l'éventualité où la classe ouvrière « nationale » prenait conscience de ses privilèges par rapport à la classe ouvrière migrante, il lui viendrait deux options : soit se cabrer dans un antagonisme réactionnaire faisant le jeu des capitalistes, soit multiplier et consolider les solidarités par-dessus les différences dans l'objectif de renforcer les résistances spécifiques et la résistance globale. Malheureusement, la classe ouvrière/moyenne syndiquée est aujourd'hui paralysée dans une position conservatrice, suivant une logique de préservation des acquis et privilèges. L'appareil syndical institutionnel s'est même techniquement intégré à la machine capitaliste dès le début des années 1980, en se dotant de fonds de « solidarité ». La solidarité, ici, devant être comprise comme celle qui unit des travailleurs et travailleuses relativement privilégiés profitant ensemble des investissements de leur Fonds dans la mécanique de marchés, à la poursuite de dividendes, comme tout investisseur...

★ Table des matières

- P. 1 Premier mai contre l'impérialisme, le racisme, les frontières et le colonialisme
- P. 3 Travailleurs et travailleuses migrantEs au Canada : un aperçu / Immigrant and Migrant Workers in Canada: A Snapshot
- P. 6 Interview with Marcia
- P. 7 Colonialism, Land Theft & Borders
- P. 8 Témoignage : Détention et déportation & Injustices climatiques et frontalières
- P. 9 Perspectives pour les travailleurs et travailleuses immigrantes
- P.10 L'œuvre impérialiste au Moyen-Orient
- P. 11 Drones de combat : fabriqués au Québec?
- P. 12 Immigration et anticapitalisme & Drones de combat : pourquoi une telle popularité ?
- P. 13 Where Do We Go From Here?
- P. 14 Extraits de : Le Premier mai
Par Errico Malatesta
- P. 15 Surveillance et répression



Dans ces circonstances, quelle perspective reste-t-il pour une authentique solidarité entre la classe ouvrière nationale et le prolétariat migrant ?

Cette solidarité passe peut-être par les luttes anticapitalistes qui, par définition, supposent une approche lutte-de-classiste radicale et internationaliste. Ne serait-il pas possible d'incarner un esprit véritablement révolutionnaire en animant un projet anticapitaliste sans frontières, sans divisions racistes, sans apartheid entre bien et mal nantis? L'objet des luttes anticapitalistes n'est-il pas de tisser des solidarités, non pas seulement entre travailleurs et travailleuses d'une seule couche du prolétariat *contre* celles et ceux des autres couches de la société, mais entre toutes celles et tous ceux qui désirent rompre une fois pour toutes les relations coloniales et capitalistes? La solidarité doit nécessairement s'étendre à toutes les classes de travailleurs et travailleuses, et en priorité à partir des plus privilégiés vers les plus exploités.

Le 1^{er} mai a toujours été un appel à l'unité internationaliste. Quelque part en chemin, dans les pays occidentaux, le 1^{er} mai a pris une tournure plus institutionnelle qui reflète les intérêts et les pratiques d'une « caste » en particulier du prolétariat, par rapport à d'autres « castes » sacrifiées. Mais dans de nombreux endroits dans le monde, le 1^{er} mai conserve son caractère original, et la CLAC, de son côté, s'inscrit dans un mouvement visant à restituer la commémoration du 1^{er} mai au projet révolutionnaire internationaliste qui l'a inspiré.

Le 1^{er} mai n'est pas l'occasion de célébrer les acquis d'une seule partie de la classe ouvrière, sinon également de rappeler et prendre acte des luttes qui restent à mener en vue de la libération de toutes les travailleuses et travailleurs. C'est pourquoi nous avons choisi, pour cette nouvelle édition du journal du 1^{er} mai, de mettre en lumière certaines des réalités propres aux travailleuses et travailleurs migrants qui passent encore trop souvent inaperçues, même parmi les anticapitalistes...

Bonne lecture, et bon 1^{er} mai !



Travailleurs et travailleuses migrantEs au Canada : un aperçu

Le texte suivant est tiré d'un article publié par Solidarité sans frontières au printemps 2015. L'article complet est disponible en ligne à : <http://www.solidarityacrossborders.org/fr/beyond-austerity-article-for-the-printemps-2015-newspaper>

Comme l'auteur David McNally a pu l'observer : « Ce n'est pas que le commerce mondial ne veut pas de travail migrant en Occident. Il veut simplement ce travail selon ses propres termes : apeuré, opprimé, vulnérable. » En parallèle à la consolidation de l'austérité néolibérale, les économies à travers le Nord mondial dépendent de plus en plus de la main-d'œuvre immigrée et migrante. Le but est d'obtenir un accès à une force de travail hyperflexible et peu chère : des travailleurs et travailleuses à utiliser et ensuite jeter à la poubelle, des gens à exploiter puis renvoyer chez eux et elles, sans qu'elles puissent jamais accéder aux privilèges qu'elles ont maintenus pour les travailleurs et travailleuses de la nation-oppresseuse. Pour la plupart des personnes qui viennent des pays du Sud dévastés par le (néo-)colonialisme, l'austérité n'est rien de nouveau – c'est la norme. Les services et les ressources qui se font couper ont souvent été conçus pour ne jamais être accessibles par eux et elles au départ.

Ce n'est pas une coïncidence que le premier programme de travail temporaire ait été créé en 1966, quelques années seulement après l'élimination des catégories explicitement raciales qui avaient antérieurement défini les lois d'immigration au Canada. Le Programme d'autorisation d'emploi des non-immigrants (PAENI) a créé une catégorie distincte de travailleurs et travailleuses « peu-qualifiés », la majorité d'entre eux et elles issus des pays du Sud. Cela a pris quelques années avant que les effets du PAENI aient totalement prit forme, mais à partir des années 1980, les demandes d'autorisations temporaires de travail avaient éclipsé l'entrée de travailleurs et travailleuses permanents.

En parallèle de ceci, la trajectoire de classe des immigrants permanents au Canada elle-même a commencé à changer. Une majorité d'immigrants, même ceux et celles qui étaient de classe moyenne dans leurs pays d'origine, se faisaient réorienter (surtout par des mécanismes racistes informels) vers les occupations les plus exploitées et précaires. En tant que telle, la racialisation structurelle du travail à bas-salaire a persisté même parmi les « nouveaux et nouvelles canadiens ». En même temps, une section privilégiée de ces communautés immigrantes a été intégrée dans la classe moyenne et l'aristocratie ouvrière. Cette classe moyenne immigrante est coincée entre ses propres contradictions avec le colonialisme local (être sujetEs au racisme, en plus des mêmes pressions néolibérales que le reste de la classe moyenne) et le rôle qu'elle joue à lier la classe ouvrière immigrante précaire au projet néocolonial – ou au moins à neutraliser son opposition.

Le Programme de travailleurs étrangers temporaires (sic.; PTEC) fut établi en 2002 en extension du PAENI. Il s'est rapidement élargi, triplant de volume depuis 2006, signalant une fois de plus la centralité d'une force de travail hyperflexible dans les plans capitalistes. Les employeurs peuvent puiser du travail de tout pays dans le monde, sans surveillance gouvernementale et sans accords



bilatéraux. Il n'y a pas de chemin vers la résidence permanente ; le droit des travailleurs et travailleuses de rester au Canada dépend de leur employeur. La plupart des travailleurs et travailleuses migrants reviennent chaque année pour compléter le même contrat de travail « à court terme » exploités.

Ces travailleurs et travailleuses ont été « temporaires permanents », enfermés dans une situation d'insécurité persistante. Cependant, des changements qui prendront effet le 1^{er} avril 2015 vont empirer encore plus cette situation. La nouvelle législation « 4 et 4 », visant les travailleurs et travailleuses les plus exploités du PTEC, limitera ces personnes à quatre ans de travail, puis les empêchera de revenir au pays pour les quatre années suivantes. Ceci est destiné à rendre ces personnes encore plus isolées et vulnérables, amenant un système d'immigration à porte tournante pour les plus exploités. Tous et toutes les travailleurs et travailleuses temporaires à bas-salaire embauchés dans les réseaux de soins à domicile qui ont travaillé au Canada depuis plus de quatre ans seront bannis de travailler et seront forcés à quitter le pays – une des plus grandes déportations de l'histoire canadienne. Éventuellement, plus de 60 000 personnes vivant actuellement au Canada (et des centaines de milliers qui les remplaceront de manière temporaire) seront expulsées, forcées à partir ou obligées de vivre ici comme travailleurs et travailleuses sans-papiers et criminalisés.



➔ Suite de la page 3

En plus des 300 000 migrantEs travaillant sous le PTEC, il y a actuellement entre 250 000 et 400 000 travailleurs et travailleuses migrantEs sans papiers au Canada. Ces personnes travaillent principalement en dessous de la table, sans accès au salaire minimum, à l'assistance sociale ou aux protections basiques du travail. Ils et elles constituent la section la plus exploitée de la classe ouvrière dans ce pays.

Tandis que l'État canadien cherche à étendre son secteur migrant hyperflexible, il a simultanément choisi de restreindre les avenues d'immigration permanente. Comme Harsha Walia de Personne n'est illégal le raconte, « Selon Avvy Yao-Yao Go, Directrice de la Metro Toronto Chinese and Southeast Asian Legal Clinic, "Il y a trente ans, les migrantEs de classe familiale étaient la majorité de tous les migrantEs. Aujourd'hui ils et elles comptent pour moins de 20% du total." »

« Le gouvernement conservateur a institué des quotas de 5 000 demandes (à noter, cela n'équivaut pas à autant d'admissions) de parrainage de parents et grands-parents. Ceci vient après un moratoire de 2 ans sur la réunification avec les parents et grands-parents. »

« Afin même de se qualifier, le gouvernement a imposé des exigences de revenu strictes et les familles doivent signer un accord financier de 20 ans. Cela implique que pendant deux décennies, les parents et grands-parents parrainés ne pourront pas accéder à l'assistance sociale sans devoir le rembourser. »

Ces changements au régime de réunification des familles font partie d'une série d'attaques gouvernementales contre les migrantEs « indésirables. » Suite à la création orwélienne de « l'Acte pour protéger le système d'immigration canadien » (Loi C-31) en 2012, les taux d'acceptation de réfugiéEs sont au plus bas de l'histoire de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, à 33%. En 2013, plus de 15 000 déportations ont eu lieu – plus de 40 par jour – et plus de 9 000 personnes ont été enfermées dans des prisons d'immigration entre 2012 et 2013. La déclaration par le gouvernement en décembre 2014 qu'il annulait l'interdiction de déportations vers le Zimbabwe et la néo-colonie canadienne Haïti – soit disant parce que la situation de ces pays s'était « améliorée » – signifie que 3 500 personnes de plus feront face à une possible exclusion. (Cela souligne l'hypocrisie du système d'apartheid mondial : ces deux pays, désormais considérés saufs pour y déporter

des gens, sont chacun sujet à des avertissements de voyage pour les touristes canadienNEs.) Entre-temps, et également en 2014, la loi C-24 est mise en vigueur, donnant la possibilité d'ôter la citoyenneté à des bi-nationaux ou même des enfants nés au Canada qui ont la possibilité d'avoir deux citoyennetés. Dans un jugement choquant sans précédent, suite à un délit criminel non-violent, Deepan Budlakoti, né à Ottawa et détenant un passeport canadien, fait face à une expulsion vers l'Inde, un pays qu'il n'a visité que brièvement lorsqu'il avait 12 ans. C'est la folie des déportations.

*** Depuis que cet article a été publié la première fois, le gouvernement canadien a rétabli le moratoire sur les déportations vers Haïti et le Zimbabwe (en décembre 2015). Cela a effectivement mis fin aux déportations des HaïtienNEs et des ZimbabweenNEs, mais ils et elles sont laissésEs dans les limbes, devant continuer la lutte pour un statut permanent.*



La Reproduction du travail

Les capitalistes cherchent à extraire le travail maximum de toutE travailleur et travailleuse à un coût minimal ; pour le capitalisme, unE travailleuse ou travailleur c'est une force de travail, et rien de plus. Les travailleurs et travailleuses « temporairement permanentEs » souffrent de formes extrêmes d'exploitation dans la poursuite de l'idéal capitaliste. La nature « temporaire » est fondamentale ici, car elle se traduit en une réduction massive de sécurité et d'accès à des services et avantages en dehors du travail, peu importe combien d'années une personne y a travaillé.

Les employeurs canadiens utilisent de telLES travailleurs et travailleuses sans contribuer aux coûts de les élever, les éduquer et les former, sans les supporter lorsqu'ils et elles sont malades ou deviennent âgésEs, et sans soutenir leurs enfants et autres personnes à charge. Les coûts de reproduction de cette force de travail sont poussés en dehors des nations-oppresseuses, légués aux communautés et aux familles de ces travailleurs et travailleuses dans les pays du Sud. Entre-temps, au Canada, les personnes sans statuts sont souvent interdites d'accès aux soins médicaux, à l'école et à d'autres services sociaux. En effet, même les services non-étatiques, par exemple beaucoup de banques alimentaires, refusent souvent de fournir de l'aide à des personnes qui ne sont pas en mesure de fournir la bonne identification « légale ».

Une telle exclusion est fréquemment durement ressentie non seulement par les personnes directement affectées, mais également par

les membres de leurs familles qui font ce qu'elles peuvent pour eux et elles. Dans les pays du Sud comme ceux du Nord, ce travail incombe trop souvent aux femmes – aux grands-mères, aux mères, aux conjointes, aux sœurs et aux filles qui font tout leur possible pour aider les membres de leur famille en détresse. Qu'un tel « travail reproductif » féminisé, au Canada comme dans les pays du Sud, soit mal rémunéré ou pas payé du tout, génère une source de superprofits qui est toute aussi grande qu'elle est cachée.

De plus, les femmes migrantes au Canada souffrent de toutes les mêmes formes d'exclusion que les hommes, mais tout en faisant face à des formes spécifiques de violence et d'oppression genrées. Dans chaque cas, le racisme et sexisme canadien exacerbe l'oppression et l'exclusion en cause. Par exemple, à partir d'août 2014, les épouses doivent désormais arriver avec un visa probatoire conditionnel de deux ans avant d'obtenir un statut permanent, un fait qui augmente la vulnérabilité des femmes migrantes dans des relations abusives, car cela rend leur statut légal entièrement dépendant de la continuation de relation avec leur conjoint. En plus, sous le régime de la suprématie blanche, les femmes racisées et autochtones, queer, deux-esprits, trans, ainsi que toutes et tous celles et ceux qui ne conforment pas aux normes genrées patriarcales et de classe, font face à la grosse partie de la violence capitaliste et coloniale. Dans ceci, les autorités canadiennes elles-mêmes continuent d'être une source importante de violence.

Finalement, comme le montre le cas de la Charte des valeurs québécoises, les femmes perçues comme « étrangères » sont les cibles de choix de la violence raciste et des règlements condescendants. Dans la période actuelle d'Islamophobie accrue, ceci est une réalité particulièrement intense pour les femmes musulmanes, qui sont simultanément caractérisées comme les plus opprimées et les plus dangereuses. Cependant, toute femme considérée comme « autre » – non seulement les migrantes et musulmanes, mais également (selon les circonstances) les femmes autochtones, femmes pauvres, travailleuses du sexe, femmes trans, et autres – sont vulnérables à de telles campagnes haineuses, qui ont pour but de les garder dans une position précaire, tout comme elles servent à garder les femmes de la nation-oppresseuse attachées de manière plus étroite à « leurs propres » structures patriarcales.



Immigrant and Migrant Workers in Canada: A Snapshot

The following text is taken from an article published by Solidarity Across Borders in the Spring of 2015. The full article can be found online at www.solidarityacrossborders.org/beyond-austerity-article-for-the-printemps-2015-newspaper

As author David McNally has observed, “It’s not that global business does not want immigrant labor [in] the West. It simply wants this labour on its own terms: frightened, oppressed, vulnerable.” In lockstep with the consolidation of neoliberal austerity, economies throughout the Global North have come to rely increasingly on immigrants and migrants. The goal is to have access to hyperflexible low-cost labour: use-up-and-dispose workers, people to be exploited and then sent home, without any possibility of accessing the oppressor-nation privileges their labour has helped maintain. Coming from societies in the Global South which have been devastated by (neo-)colonialism, for many of these people austerity is not something new, just more of the same. The services and resources being cut back were often designed to never be accessible to them in the first place.

It is no coincidence that the first temporary work program was created in 1966, just a few years after the explicit racial categories that had previously defined immigration law in Canada were removed. The Non-Immigrant Employment Authorization Program (NIEAP) created a distinct category of “low-skilled” workers, the majority of whom would come from the Global South. It took some years for NIEAP to fully come into its own, but by the 1980s, temporary employment authorizations had eclipsed the number of workers permitted entry on a permanent basis.

In parallel with this, the class trajectory of even permanent immigrants to Canada began to change. A majority of immigrants, even those who were middle class in their country of origin, were now funneled (by mostly informal racist mechanisms) into the most exploited and precarious jobs. As such, structural racialization of low-wage work persisted even amongst “new Canadians”. (At the same time, a privileged section of these immigrant communities has been integrated into the multicultural middle class and worker elite. This immigrant middle class is squeezed between its own contradictions with settler-colonialism (dealing with racism in addition to the same neoliberal pressures as the rest of the middle class) and the role it plays politically binding the precarious immigrant working class to the neocolonial project – or at least neutralizing its opposition.)

The Temporary Foreign Worker Program (TFWP) was established in 2002 as an outgrowth of the NIEAP. It has rapidly expanded, tripling since 2006, further signaling the centrality of this hyperflexible workforce to capitalism’s plans. Employers are able to source labour from any country around the world without government oversight or bilateral agreements. There is no path to permanent residency; workers’ right to remain in Canada is tied to their employer. Most migrant workers return year after year to complete the same “short-term,” exploitative contract job.

These workers have been “permanently temporary” locked into a situation of persistent



insecurity. However, changes that came into effect on April 1, 2015, will make their situation even worse. The new “4 and 4” legislation, targeting the most highly exploited workers in the TFWP, will limit these people to working four years and will then bar them from re-entering the country for the next four years. This is intended to make workers even more isolated and vulnerable, ushering in a system of revolving-door immigration for the most exploited. All low-waged temporary workers as well as migrants employed under the Live-In Caregiver streams who have worked in Canada for more than four years will be banned from working and forced to leave – one of the largest deportations in Canadian history. Eventually, over 60,000 people currently living in Canada (and hundreds of thousands more who will temporarily replace them) will be deported, forced to leave, or confined to surviving here as criminalized undocumented workers.

In addition to the 300,000 migrants working under the TFWP, there are currently an estimated 250,000-400,000 such undocumented immigrant workers in Canada. These people mainly work for cash, often without access to minimum wage, social assistance, or any basic labor protections. They constitute the most highly exploited section of the working class in this country.

While the Canadian State seeks to expand this hyperflexible migrant sector, it has simultaneously moved to restrict paths of permanent migration. As Harsha Walia of No One Is Illegal recounts, according to “Avvy Yao-Yao Go, Director of the Metro Toronto Chinese and Southeast Asian Legal Clinic, ‘Thirty years ago, family-class immigrants

made up the majority of all immigrants. Today, they account for less than 20 per cent of the total intake.”

“The Conservative government has instituted a quota of 5,000 applications (note, not acceptances) on the sponsorship of parents and grandparents. This comes after a complete two-year moratorium on reunification with parents or grandparents.”

“In order to even qualify, the government has imposed stringent income requirements and families have to sign a 20-year financial undertaking. This means that for two decades sponsored parents and grandparents cannot access social assistance without returning it.”

Changes to family reunification are part and parcel of a series of government attacks against “undesirable” immigrants. Following the implementation of the Orwellian “Protecting Canada’s Immigration System Act” (Bill C-31) in 2012, refugee acceptance rates were the lowest in Immigration and Refugee Board history, at 33%. In 2013, there were more than 15,000 deportations – over 40 a day – and over 9,000 people were caged in immigration prisons between 2012 and 2013. The government’s announcement in December 2014 that it was lifting the ban on deportations to Zimbabwe and Canada’s neocolony Haiti – because the situation in those countries has “improved” – means an additional 3,500 will face potential removal. (This underscores the hypocrisy of the global apartheid system: these two countries, now judged safe to deport people to, each remain subject to government travel advisories warning that they are unsafe for Canadian tourists.)

Meanwhile, also in 2014, Bill C-24 became law, making it possible to revoke citizenship from dual nationals or even from Canadian-born children who have the possibility of accessing dual citizenship. In a shocking precedent, as a result of a minor non-violent criminal charge, Ottawa-born and Canadian passport-holder Deepan Budlakoti is facing expulsion to India, a country he only ever visited briefly when he was 12. It is a deportation frenzy.



*** Since this article was published, the Canadian government re-instated the moratorium on deportations to Haiti and Zimbabwe (in December 2015). While this effectively halted the deportation of Haitians and Zimbabweans, it has left them in limbo, still fighting for permanent status.*



The Reproduction of Labour

Capitalists seek to extract the maximum labour from each worker, at minimum cost; for capitalism a worker is their labour power, and nothing more. The “permanently temporary” migrant worker suffers extreme forms of exploitation as capitalism pursues this ideal. The “temporariness” is key here, as it translates into massively reducing security and access to services or benefits outside of work, regardless of how many years one has worked here.

Canadian employers are able to use such workers without bearing any of the costs of raising them, educating and training them, supporting them when they are sick and when they become elderly, or providing for their children or other dependents. The costs of reproducing this labour force are pushed out of the oppressor nations, relegated to workers’ communities and families in the Global South. Meanwhile, within Canada, non-status people are frequently denied access to healthcare, schooling, and other social services. Indeed, even non-State

services, for instance many food banks, often refuse to provide assistance to people who are unable to provide the proper “legal” identification. Such exclusion is frequently experienced as a hardship not only by the people directly affected, but also by family members who do what they can to step into the vacuum. In the Global South as in the Global North, such work often falls on women, as grandmothers, mothers, wives, sisters, and daughters do what they can to step in and care for their family members in distress. That such feminized “reproductive labour”, both within Canada and offset onto the Global South, is either poorly paid or not paid at all, constitutes a source of superprofits that is as great as it is hidden.

Furthermore, migrant women in Canada suffer all of the same forms of exclusion as men, while also facing specific forms of gendered violence and oppression. In each regard, Canadian racism and sexism exacerbate the oppression and exclusion in question. For instance, as of August 2014, spouses must now arrive on a two-year conditional probationary visa before gaining permanent status, a fact which increases the vulnerability of immigrant women in

abusive relationships as it makes their legal status contingent on staying with their partners. Further, under white supremacy, racialized and Indigenous women, queers, two-spirit, trans, as well as all those that fall beyond patriarchal gender and class norms, bear the brunt of capitalist and colonial violence. Within this, Canadian law enforcement itself remains a significant source of violence.

Finally, as shown in the case of the Quebec Charter of Values, women perceived as “foreign” are prime targets for racist violence and patronizing regulation. In the current period of heightened Islamophobia this is a particularly intense reality for Muslim women, who are simultaneously characterized as uniquely oppressed and uniquely dangerous. However, all women deemed “other” - not only immigrants and Muslims, but also (depending on circumstances) Indigenous women and two-spirited peoples, poor women, sex workers, transwomen, and others - are vulnerable to such hate campaigns, which serve to keep them in a position of insecurity, just as they serve to bind (other) oppressor-nation women more tightly to their “own” patriarchal structures.

Interview with Marcia

The following excerpts are from an interview with Marcia, an undocumented woman who has been living and working in Montreal for the past 35 years. [The interview was aired on No One Is Illegal Radio (CKUT 90.3 FM in Montreal), on November 5, 2015.]

Marcia came to Montreal from the Caribbean 35 years ago in 1981, looking for a better life for herself, and to support kids who she had left behind. She has been working and building community in Montreal for most of her life. After being here for more than three decades, she is facing health and financial difficulties. She's lived a good chunk of that time undocumented. Marcia's story is just one of tens of thousands here in Montreal. You cannot pass a day on the streets without encountering someone who is undocumented, whether you know it or not. We can probably estimate upwards of at least 40 to 50,000, maybe even close to 100,000 or more undocumented people who live in Montreal. Think about people working in fast food kitchens, think about folks picking fruits and vegetables, cleaning up hotels, driving cabs, taking care of families, taking care of kids. This gives you a face of undocumented workers in Montreal, one of those faces, one of those voices is Marcia.

What was it like for you to leave Jamaica?

It was exciting for me to leave Jamaica because I was going to another country, and I was really happy because I wanted to experience another country. ... When I arrived in Canada, I really liked it. It was my first time seeing snow so I was really excited. The christmas was fabulous. It was summer and I got a job right away and it was a very good experience. White people treated me good at that time, at my first job. I was taking care of three kids at that time. The lady who employed me was very happy and she gave me a raise a month after, and she asked me if I am sure I wasn't in Canada before, and I told her no.

What kinds of jobs did you do?

So my first was taking care of the kids and doing the housework. Taking care of kids, doing housework, doing the cooking. After that, I moved on to the second one which was the same thing: taking care of the house, taking care

of the cooking. They always wanted me to cook, it was always that; children and doing the house.

Was it difficult for you to be living without status?

At first, it didn't bother me; it was when my mother and aunt had passed away back in Jamaica, and I couldn't attend [the funeral]. I had a breakdown. That same year, my aunt had passed away. That's the aunt I grew up with because my mother, my grandmother, everyone had lived together. So she raised me, and I couldn't attend. I really loved my aunt.

Since then, what has it been like living here without status?

It has been hard, but I mean not as much as now because I am not as young as before. Without status, I get sick, so it is really, really hard on me now. I don't have access to Medicare so it is very, very tough. While I had work, I had put aside [money], and now it's all gone because work has been slacking off. So it is pretty rough now, pretty rough, and I am still without status. Now, I have the diabetes and it has really affected my eyes, and it scares me because I don't know how

much of my sight will be lost. It's because of the diabetes, and because I didn't have Medicare and I couldn't go to the doctor to get help. It's pretty bad. It's pretty bad.

And also being without status means you can't get any access to welfare...

I can't get access to welfare or disability. It really kills me. I felt really bad losing my apartment. I don't have my privacy anymore. I don't have my independence anymore. It is very hard right at this point. I didn't used to think about it before, those days I was much younger, I didn't have health problems. Now that I have health problems, who am I going to turn to for help? Its not like i just came to Canada; I was in this country since I was 22. It's pretty tough.

I wouldn't wish this on my worst enemy... to be in a situation like this, because it's not a good situation. It's not easy to live like this; it's very traumatizing. In a situation like this, you can't just go out and tell everyone. It's a secret. When I came here, it was very cheap labour. It's really unfair because I have worked a lot of cheap, long hours. But at the time I was really grateful for it because I didn't know any better, and I was still very grateful and said, "its better than nothing." Right now, I have health problems and I can't work. If I had status, I could get back some help from the government. I can't.

The idea of everyone having status, accessing status, how do you feel about that?

I would feel very, very good, about everyone having status because that is what everyone wants: to be free, to not be afraid, to not be hiding. You could be out in the open like anybody else. You could walk into the hospital with a Medicare card. You have the Medicare card and you pull it out of your wallet. I would love for that day to come, for that freedom to come to me.

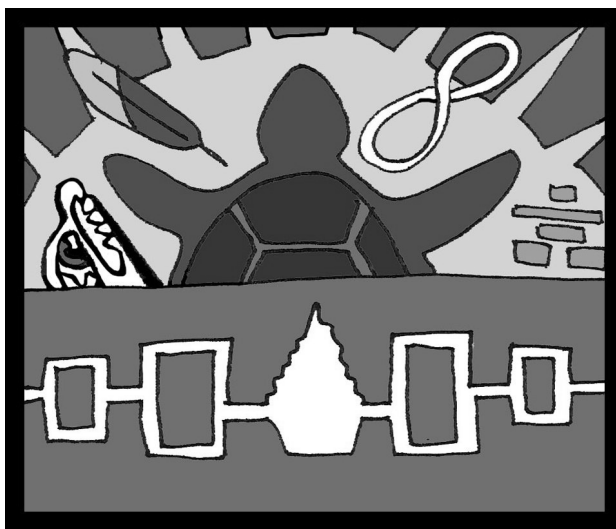


Colonialism, Land Theft & Borders

Since its very foundation, Canada has remained a colonial occupation of territories never surrendered by the Indigenous Peoples of Turtle Island. Using occupying state structures such as police, courts, deportation, prisons and detention centres, Canadians “protect” Canadian borders as part of a continued struggle for ownership and control of Indigenous territories. While Indigenous Peoples of these territories have long had protocol to address the arrival of newcomers,¹ the Canadian state and settlers have continually disrespected and disregarded that self-determination. Whether through misinterpreted and broken treaties, racist and assimilationist policies, or the armed dispossession and displacement of communities, Canada's claim to power has always depended upon violations of Indigenous laws and customs, and of the inherent rights of Indigenous Peoples.

The central motive of Canada's ongoing settler-colonial occupation is to expropriate Indigenous lands and resources for the centralized accumulation of capital. Resource extraction industries provide ample evidence of how Canadian colonialism, imperialism, and immigration control reinforce the dispossession of poor and Indigenous peoples worldwide. Within Canada, Canadian and foreign corporations are invited to invest in, and profit from, destructive resource extraction projects in Indigenous communities.² The Indigenous Peoples upon whose territories these projects take place are consistently denied the respect of their treaty rights and inherent rights (such as the right to meaningful consultation) for the sake of these projects. All too often, those protecting the land are left fighting expensive and lengthy court cases or forced to physically defend their territories and suffer the devastating consequences of doing so. Communities in the global South who are resisting resource extraction projects orchestrated by Canadian companies are also facing criminalization and military repression in the name of “state security”.³ Whether at “home” or in countries of the global South, Canadian companies use violence and state collusion to profit off of resource extraction without the consent of affected communities.⁴

The chauvinistic protection of the nation state and settler-citizens of Canada has historically been founded in classist, white supremacist, patriarchal discrimination. Citizenship legislation presumes the naturalized



right of certain human beings to occupy territory, to the exclusion of others. For Canada, the legislation of citizenship is one page in a long history of colonial policy and genocidal practice. From the Indian Act to Residential Schools to border policing, Canada has consistently used violent political force to attempt to “naturalize” and regulate colonial society at the expense of Indigenous peoples and their rights to self-determination. This has included, for example, dishonouring numerous treaties and agreements in order to police the movement of Indigenous peoples passing over colonial borders through their own territories, as is the case for the Akwesasne Nation.⁵

The enforcement of citizenship and immigration law also permits the Canadian state to practice selective acceptance of migrants. The intention of the state and capitalists is to welcome those migrants who will stimulate economic growth and participate in the colonialist project, while shunning those who could “threaten” it. Current policy trends favour the presence of migrants who can enter the country as temporary workers and “cheap labour” to be exploited, and then deported.⁶ Therefore, migrant workers often end up in precarious, dangerous jobs with few benefits from their employers or the state. Capitalists and the state can profit off the vulnerability of these workers, without affording them the benefits of residency or citizenship. As people around the globe have less and less access to the

resources and freedoms they require for survival, countries like Canada respond by defending the privileges of those deemed “worthy citizens” of a colonial state. A colonial state they created by way of theft, violence, and dishonour.

1. See <http://honorthetworow.org/learn-more/history/> for information on the Two Row Wampum Treaty, which is the foundation of Nation to Nation agreements between the Haudenosaunee Confederacy and settler governments.

2. Government of Canada. “Invest in Canada: Oil and Gas Industry: Canada's competitive advantages.” [international.gc.ca](http://www.international.gc.ca/investors-investisseurs/assets/pdfs/download/Oil_and_Gas.pdf). http://www.international.gc.ca/investors-investisseurs/assets/pdfs/download/Oil_and_Gas.pdf. (accessed February 19, 2016).

3. MiningWatch Canada and the International Civil Liberties Monitoring Group (ICLMG). “Highlights from 'In the National Interest?'.” [miningwatch.ca](http://miningwatch.ca/publications/2015/9/21/national-interest-criminalization-land-and-environment-defenders-americas). <http://miningwatch.ca/publications/2015/9/21/national-interest-criminalization-land-and-environment-defenders-americas>. (accessed February 20, 2016).

4. Miningwatch.ca. “Canadian mining puts lives and democracy at risk in the Americas-report.” [miningwatch.ca](http://miningwatch.ca/news/2015/9/21/canadian-mining-puts-lives-and-democracy-risk-americas-report). <http://miningwatch.ca/news/2015/9/21/canadian-mining-puts-lives-and-democracy-risk-americas-report>. (accessed February 20, 2016).; Miningwatch.ca & Council of Agrarian Authorities from the Montaña/Costa Chica region of Guerrero for the Defence of Territory and against Mining and the Biosphere Reserve, Mexican Network of Mining Affected Peoples (REMA). “Agrarian authorities from Guerrero, Mexico, say Canadian mining companies need a reality check: Open letter from the Council of Agrarian Authorities of the Montaña/Costa Chica region of Guerrero in Defence of Territory and against Mining and the Biosphere Reserve and the Mexican Network of Mining Affected Peoples (REMA).” [miningwatch.ca](http://miningwatch.ca/news/2015/10/7/agrarian-authorities-guerrero-mexico-say-canadian-mining-companies-need-reality-check). <http://miningwatch.ca/news/2015/10/7/agrarian-authorities-guerrero-mexico-say-canadian-mining-companies-need-reality-check>. (accessed February 20, 2016).; Miningwatch.ca. “International organizations denounce violence against indigenous community in Mexico; Community seeks answers from Teck Resources” [miningwatch.ca](http://miningwatch.ca/news/2015/11/6/international-organizations-denounce-violence-against-indigenous-community-mexico). <http://miningwatch.ca/news/2015/11/6/international-organizations-denounce-violence-against-indigenous-community-mexico>. (accessed February 20, 2016).

5. Assembly of First Nations. “Border Crossing: AFN Annual Report 2014.” [afn.ca](http://www.afn.ca/en/policy-areas/border-crossing). <http://www.afn.ca/en/policy-areas/border-crossing> (accessed February 19, 2016).

6. No One Is Illegal. “Summary of Never Home.” [neverhome.ca](http://www.neverhome.ca/summary/). <http://www.neverhome.ca/summary/>. (accessed February 19, 2016).



Témoignage : Déten tion et déportation

8 mars 2016 ? Que me reste-t-il de ma détention à Laval deux ans après ? Toujours ce sentiment d'incompréhension, enfoui dans mes racines de migrante, attachée aux valeurs humaines de solidarité, de féminisme. J'ai encore cette plaie qui n'est pas encore cicatrisée, les images se déroulent dans ma tête comme un film avec le son des bottes des policiers, le bruit des menottes, la voix de la policière qui m'ordonne « mettez vos mains derrière votre dos », dans la voiture avec quatre policiers, les rues se défilent, je me souviens que je me demandais si les passants avaient un statut et je voulais leur voler leur liberté. Arrivée rue Saint-Antoine, au service de l'immigration, l'agent frontalier - je n'oublierai pas son visage et le décor de la cellule terne, triste, grosse lumière, avec son banc dur, bonjour le mal de dos ! La question qui tue : « Reconnaissez vous votre expulsion du Canada ? » « Non. » Qu'on me pose cette question le 8 mars, moment de lucidité ... pour moi.

Le centre de détention de Laval, gravé dans ma mémoire, avec ses fils barbelés, la neige qui couvrait le sol, le ciel bleu régnant en maître. Il faisait très froid, ces visages de femmes et de cette petite Hindoue qui me dévisageaient ... et pourtant nous avions les mêmes points communs !

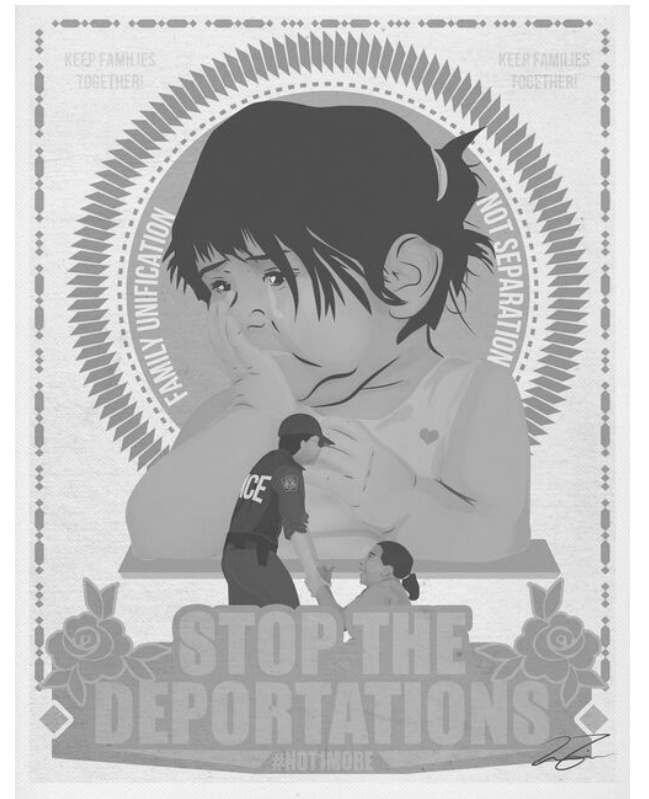


Aujourd'hui, 8 mars 2016, mes pensées, ma solidarité, pour ces femmes, enfants détenues à Laval, emprisonnées dans les autres centres au Canada, et les survivantes de la jungle à Calais (France), les associations qui dénoncent la disparition d'enfants, au profit des réseaux mafieux. Le Canada qui souhaite la bienvenue aux 25 000 réfugiés de la Syrie, la politique hypocrite qui met la tête dans le sable pour ses propres migrants sans statut, pas de soin de santé, pas d'école, pas de ressources,

poursuivies par la police, dans la rue, à leur domicile, à l'école, dans les centres d'hébergements, souvent avec dénonciation, et certains emprisonnés depuis des années.

C'EST ÇA LA POLITIQUE IMMIGRATOIRE DES DIRIGEANTS DE CE MONDE, États-Unis, Canada, Europe, Australie, qui sont à la botte des grands capitalistes de ce monde et se permettent de donner des leçons aux pays émergents, pour piller leurs richesses, souvent africaines. Les Capitalistes qui ont des milliards pour faire la guerre, décident de l'économie de la planète, ayant pour objectif d'être cotés en Bourse avec de gros profits.

La marche et l'arrivée des réfugiés en Europe, la majorité sont de la Syrie, de l'Afghanistan, pays détruits par la guerre, ils s'embarquent sur des bateaux avec des passeurs malhonnêtes au péril de leur vie, déstabilisent l'Assemblée Européenne, les renvoient à leurs responsabilités de dirigeants, la France dénoncée par Amnesty Internationale, « les droits humains bafoués », l'Angleterre qui offre vingt millions d'euros à la France pour prendre soin des migrants pour qu'ils et elles ne rentrent pas au Royaume-Uni, pourtant beaucoup de ces réfugiés veulent rejoindre leurs familles installées là-bas.



Oui ! Quatorze mois après, le goût amer de ma déportation coule toujours dans mes veines, arrachée à mes enfants, je suis traumatisée de cette expulsion, en colère, la peur au ventre de ne plus voir mes enfants, mes amis. Pour me forger de la force, je brandis la bannière de la lutte, car j'ai besoin de cette renaissance, de reconnaissance, pour retrouver ma dignité de femme libre, de militante, de mère. J'ai soif de revanche, de briser les frontières, de dénoncer cette politique immigratoire, raciste, qui gangrène la liberté de ceux, celles, qui courent vers un monde meilleur, avec le drapeau de la paix, de la liberté, de leur survie.

Entendez-vous les pleurs de ces enfants innocents qui ne jouent plus ? Qui ne rêvent plus ? Le 20 novembre 1989, la « convention des droits de l'enfant », votée et signée par les grands dirigeants de la planète, à l'unanimité, à l'ONU. En 2016, vingt-sept ans après, où en est le respect de cette convention La question reste entière ...

Annekanelle.

Injustices climatiques et frontalières

Tous les animaux, incluant les humains, font et ont toujours fait des migrations pour des raisons climatiques et environnementales. Les frontières établies par les puissants empêchent maintenant les gens de circuler pour trouver de meilleurs endroits pour vivre. Alors que les pays occidentaux préfèrent recevoir des immigrants qui ont de l'argent ou des travailleurs et travailleuses temporaires gardés en situation précaire, les conditions environnementales hostiles forceront de plus en plus de gens à vouloir s'établir dans un nouveau pays pour avoir un milieu de vie décent.

Ainsi, parmi les raisons qui poussent les gens à quitter leur pays ou leur région, il y a l'environnement et les changements climatiques. On parle de réfugiés climatiques ou environnementaux parce que l'endroit où ils et elles vivent est devenu trop hostile (sécheresse, inondation, érosion, etc.) pour continuer à y habiter ou parce qu'il y a eu une



catastrophe naturelle (ouragan, typhon, tremblement de terre, etc.). Étant donné que les conditions climatiques difficiles, comme le manque d'eau ou de terres arables, peuvent aussi créer des conflits et des guerres, ces réfugiés quittent parfois leur pays pour plusieurs raisons à la fois. Plusieurs organismes et agences ont fait des estimations et parlent de dizaines de millions de personnes par année qui se déplacent à cause de la destruction de l'environnement,

dans leur propre pays ou ailleurs. L'Organisation des Nations Unies (ONU), estime qu'il y en aura 250 millions en 2050¹. En ce moment, une grande partie des gens qui se déplacent pour ces raisons se déplacent dans leur propre pays, mais à cause de l'aggravation des conditions climatiques, de la pollution et de la dégradation de l'environnement, les migrants devront aller encore plus loin et leur nombre va augmenter.

Les changements climatiques sont en majeure partie causés par les pays industrialisés riches, qui produisent beaucoup de gaz à effet de serre à cause des industries et de la consommation pétrolière, et par les pays industrialisés plus pauvres qui en produisent en fabricant des produits qui seront consommés dans les pays riches. On peut donc dire que les émissions de gaz à effets de serre sur la

planète proviennent en majorité de la consommation des pays les plus privilégiés, mais les conséquences toucheront tout le monde. De plus, dans les endroits où les gens sont plus riches, les constructions sont plus solides et les ressources financières pour reconstruire sont beaucoup plus disponibles, ce qui diminue les effets néfastes des catastrophes climatiques. Sans compter que les pénuries alimentaires causées par les rigueurs climatiques sont beaucoup plus néfastes dans les pays plus pauvres car, non seulement il manque de nourriture, mais les gens n'ont pas les moyens d'en acheter quand les prix montent. En effet, dans les pays les plus riches, nous consacrons une partie beaucoup moindre de notre budget à l'alimentation (6,7% en moyenne aux États-Unis et 9,5% au Canada) que dans les pays les plus pauvres (46,9% au Kenya et 56,7% au Nigéria)². Les répercussions y sont donc beaucoup plus importantes. Ainsi, les CalifornienNEs aiséEs peuvent se moquer de la sécheresse, arroser leur gazon et manger des légumes importés d'où il n'y a pas de sécheresse, peu importe le prix.

Il y a aussi d'autres injustices environnementales, comme la pollution de l'air ou la pollution de l'eau dans les endroits où vivent les gens qui travaillent à l'extraction et à la fabrication de produits destinés à la consommation des Occidentaux. Alors que nous sommes en grande partie responsables du problème, les gouvernements et les grandes entreprises des pays occidentaux font semblant d'avoir le problème à cœur, mais les intérêts économiques passent toujours en premier et rencontrent très rarement les intérêts écologiques et environnementaux. Le système capitaliste rend donc les catastrophes dues aux changements climatiques et la destruction des milieux de vie des humainEs et de tous les animaux inévitables. Les pays occidentaux prendront-ils leurs responsabilités face aux centaines de millions de réfugiéEs qu'ils ont déjà et vont créer ? Si on regarde la façon dont est gérée la crise des réfugiéEs syrienNEs en Europe et en Amérique du Nord, on peut se vraiment se permettre d'en douter. Le droit international ne reconnaît pas officiellement les réfugiéEs climatiques. En effet, selon la

Convention de Genève sur le statut des réfugiés, signée par le Canada, une personne qui peut être reconnue comme réfugiée doit craindre « avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques... ». Cela n'inclut pas les personnes qui doivent quitter leur pays à cause des conditions environnementales, donc cela permet aux gouvernements de refuser de recevoir dans leur pays les personnes dans cette situation, à moins qu'il y ait aussi un conflit armé qui accompagne les problèmes environnementaux. Les critères de la Convention de Genève sur les réfugiéEs ne protègent pas les réfugiéEs, ils permettent aux pays riches d'avoir des critères pour exclure des gens, pour leur refuser de s'installer dans leur pays, pour garder tout pour nous, l'espace et les ressources.

Quand les gens doivent quitter leur pays parce que leur situation est devenue invivable, de vivre dans un autre pays n'est pas un choix, mais une obligation pour survivre. En acceptant seulement certainEs réfugiéEs qui rencontrent des critères très précis, le Canada et les autres pays occidentaux font que des dizaines de millions de personnes n'ont pas d'endroit où aller et n'ont pas accès au privilège de la citoyenneté ou de la résidence permanente.

Ces personnes doivent donc vivre cachées, sans avoir droit aux services publics comme les services de santé, d'éducation, etc. Ce système crée une classe de personnes isolées à qui est refusé l'accès aux services sociaux élémentaires pour vivre dans la dignité. Il y a déjà plus d'un demi million de personnes qui vit dans cette situation au Canada³. Pas seulement des réfugiéEs environnementaux, mais des personnes qui ne répondent pas aux exigences du gouvernement pour être acceptées au Canada.

Nous ne pouvons pas continuer à participer au système capitaliste et raciste qui ne fait que créer des injustices ici et partout dans le monde, qui impose des frontières aux communautés humaines et qui détruit la planète. Nous devons détruire ce système pour que tout le monde puisse vivre dans la dignité, à l'endroit qui lui plaît.

- 1- http://www.lexpress.fr/actualite/societe/environnement/bientot-250-millions-de-refugies-climatiques-dans-le-monde_1717951.html
- 2- https://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Publications/Bottin_Statistique_2015.pdf
- 3- <http://www.solidarityacrossborders.org/fr/may-31-stop-deportations-status-for-all-2pm-metro-st-michel>



Perspectives pour les travailleurs et travailleuses immigrantes

Les perspectives de travail ne sont guère reluisantes pour les personnes d'immigration récente ou réfugiées, en particulier les femmes, et encore plus pour les personnes sans-papiers. Les capitalistes les enrôlent dans l'hôtellerie, le fastfood, les services privés de santé, l'agriculture, les entrepôts du "just on time", les shop de textile et autres usines de cheap labor. Autrement dit, c'est une promesse de pauvreté : Précarité, salaire minimum, temps partiel, conditions difficiles, non-syndiqué, travail au noir, etc.

Un de ces ghettos de cheap labor sont les agences de placements et de services en santé. Les coupes budgétaires dramatiques dans les services sociaux décrétées par le gouvernement Couillard-Barette sont une privatisation des services publics au Québec, particulièrement au niveau des soins et de l'aide à domicile. Il s'agit là d'une occasion en or pour les agences privées...

Même chose dans l'hôtellerie. Au moins, une partie des travailleuses des grandes chaînes sont syndiquées. Les conventions collectives de plus de 5 000 d'entre-elles arrivent à échéance cette année. Vivement une lutte digne de ce nom !

Le mouvement débuté aux États-Unis pour augmenter le salaire versé dans les fastfood commence à porter fruit (fightfor15.org). Certaines chaînes ont annoncé une augmentation du salaire misérable. Avec une bonne dose de solidarité et d'organisation, ce mouvement pourrait aussi prendre forme au Québec. Souhaitons-le !



L'œuvre impérialiste au Moyen-Orient

Briser ce qu'il reste d'irrégulier, pour faire une terre plate sous leur hégémonie

Nous le savons, l'intérêt des puissances occidentales, États-Unis en tête, c'est d'empêcher tout effort de s'opposer à leur système colonialiste et impérialiste. Pendant qu'à l'intérieur des états de l'occident c'est l'austérité et que le monde crève de faim, des idéologies qui excusent les interventions militaires dans le monde musulman se répandent partout dans les partis politiques. Mais ce n'est pas d'hier que l'empire s'en mêle : afin d'empêcher les nationalistes de gauche et les communistes de se répandre au Moyen-Orient, les États-Unis ont soutenus les groupes musulmans les plus réactionnaires, ceux qui sont la cible des critiques les plus virulentes aujourd'hui. Ce contexte a créé la situation idéale pour que nous nous retrouvions constamment à intervenir au nom de la guerre au terrorisme. Partout la même tactique : diviser pour régner.

Impérialistes absurdes : peuple dans la misère, investissements militaires

Certes, la situation étatsunienne est totalement décadente. Depuis la crise de 2008, l'état a 20 000 milliards de dollars de dette. Les States ont perdu toutes leurs guerres depuis le Vietnam. Des villes font faillite, dont notamment Detroit. L'austérité détruit jusqu'aux services les plus essentiels : nous n'avons qu'à penser aux systèmes de distribution d'eau de Flint et Seabring qui ont empoisonné ses populations. Et c'est sans compter les près de 46 millions d'AméricainEs qui bénéficient du programme de bons alimentaires.¹

Qu'à cela ne tienne ! Alors que le peuple crève, on fait des guerre mégalomanes à coup de milliards avec de la fine pointe technologique de ce que l'industrie de la Mort peut produire. L'armée des États-Unis est l'armée la plus financée du monde, ce qui est bien pratique pour ExxonMobil et l'oligarchie bancaire en place (Goldman Sachs, JP Morgan, Rothschild Banks...). Pour ces capitalistes avides, avoir une coquille vide des intérêts du peuple qu'on peut emplir des intérêts de conquête des nouveaux marchés... avec l'armée la plus chère du monde qui plus est !

Pour conquérir des pays récalcitrants, rien de mieux que de se servir des livres et d'idéologies qui créent la peur et légitiment les interventions militaires. Se créer des ennemis en criant haut et fort que, tôt ou tard, leur culture entrera en choc avec la nôtre ! Il faut les attaquer avant leur attaque ! C'est l'ère des guerres préventives ! Voilà ce que laisse entendre le livre « Le Choc des Civilisations » de Samuel Huntington. Ce livre parle des pays occidentaux comme des pays libéraux, démocratiques, héritiers du christianisme, menacés par les pays dictatoriaux affligés par l'islam. Ce livre inspire officiellement les républicains mais aussi, au moins inconsciemment, les démocrates. Il suffit de poursuivre la pensée de cet auteur pour en arriver à la conclusion qu'il faudrait que toute la planète soit pareille, homogène, libérale...

Qu'est-ce que c'est sinon de la xénophobie érigée en système mondial ?



Bref, la population en occident subit l'austérité et l'argent ainsi épargnée est investie à faire des guerres au profits des boss des pétrolières et du monde financier.

Soutenir les réactionnaires pour le pétrole contre les communistes !

Vous sentez sûrement leurs mensonges dans les médias, mais voici que les événements eux-mêmes montrent au grand jour leur supercherie. Quand l'Occident dit « faire la guerre au terrorisme » et prétend qu'Israël a le droit de se défendre, même les médias à droite nous montrent que les mêmes états qui dénoncent l'apartheid d'un coin de la bouche, le supporte de l'autre et que les états qui dénoncent le terrorisme le finance en même temps :

Selon Tarq Ali : « ...après la seconde guerre mondiale, les États-Unis ont soutenu les éléments les plus réactionnaires, s'en servant comme d'un rempart contre le communisme ou le nationalisme progressiste. Souvent, ils recrutaient leurs alliés parmi les fondamentalistes religieux : les Frères musulmans contre Nasser en Égypte ; le Sarekat-i-islam contre Sukarno en Indonésie ; le Jamaati-islam contre Benazir Bhutto au Pakistan ; et, plus tard, en Afghanistan, Oussama Ben Laden et d'autres contre le communiste laïque Mohamed Najibullah, que les Moudjahidins allèrent tirer de son asile (les bureaux des Nations unies à Kaboul) avant que les talibans le tuent en 1996 et pendant son cadavre... (Pas un seul dirigeant occidental ne manifesta d'ailleurs sa réprobation.) »²

Un autre exemple de soutien à une force réactionnaire, à un pilier solide pour les groupes fondamentalistes : l'Arabie Saoudite. En effet, les USA soutiennent le royaume saoudien en armement (le Canada aussi avec Trudeau³!), en échange de son pétrole, grâce à un des multiples gestes de Roosevelt pour consacrer les États-Unis au rang de la puissance globale :

« Le 14 février 1945, le président des Etats-Unis Franklin Delano Roosevelt (1882-1945) reçoit à bord du croiseur Quincy le roi d'Arabie Saoudite sur le lac Amer, dans le canal de Suez en Egypte. Roosevelt propose alors au régime saoudien le soutien américain et la garantie de la sécurité de son territoire contre l'exploitation de ses richesses



pétrolières. Le roi accepte d'attribuer des concessions pétrolières à la société ARAMCO (Arabian American Oil Company), contrôlée principalement par des compagnies américaines, sur 1 500 000 km² pour une période de soixante ans. »⁴

Alors les Étatsuniens ont un pacte de milliards et de milliards de dollars de pétrole avec l'Arabie Saoudite, un pays wahhabite ultraconservateur, fondamentaliste, puritain, sunnite extrémiste⁵... qui finance les frères musulmans, qui a financé le soi-disant « État Islamique » Daesh au moins à ses débuts, qui finance des groupes terroristes au Liban, en Syrie, en Libye et ailleurs...

Parmi cette longue liste, nous retrouvons entre autre Al-Nusra, ce groupe que l'empire a soutenu, armé et financé. Nous les avons soutenus parce qu'ils se battent contre le régime Syrien de Bachar Al-Assad, un ennemi d'Israël et donc, par la force des choses notre ennemi. Même un média réactionnaire comme CNN considère maintenant Al-Nusra comme un danger pire que Daesh à long terme !!⁶

En résumé : pour le libéralisme, pour le pétrole et pour Israël, on soutient directement ou indirectement des terroristes.

Sunnites, Israël, Arabie Saoudite, chiïtes

Ces politiques étrangères, depuis Roosevelt, qui ont favorisé l'éclosion de multiples groupes terroristes, ont créé la situation idéale pour que nous nous retrouvions constamment à intervenir au nom de la « guerre au terrorisme ». Et pourquoi ne pas diviser pour régner dans le but d'arriver à nos fins ? S'arranger pour que les musulmanEs chiïtes et les musulmanEs sunnites s'entre déchirent.

Nous pouvons résumer les enjeux actuels selon deux axes : un premier axe avec Israël, notre allié indéfectible et un deuxième axe avec les opposants à Israël. Les opposants de cet état forment l'axe chiïte : l'Iran, la Syrie et le Hezbollah au Liban. Le reste du monde musulman étant

majoritairement sunnite. L'Occident, par ses liens avec l'Arabie Saoudite, entre autres, a une bonne porte ouverte avec les sunnites qui sont présentement moins opposés à Israël. Mais le monde chiite, plus fermé à l'occident et à Israël, se retrouve à être plus ouvert à la Russie.

Le Hezbollah est un groupe armé qui attaque Israël à chaque fois qu'Israël attaque la Palestine. L'axe chiite a intérêt à se serrer les coudes, donc la Syrie et l'Iran soutiennent par tous les moyens le Hezbollah⁷. Maintenant l'axe chiite est en très mauvais état : Daesh sévit, détruit, occupe... la Syrie. Le Hezbollah consomme une immense partie de ses forces pour se battre contre Daesh. C'est d'ailleurs pourquoi, lorsqu'Israël s'adonne à des actes ignobles à l'égard de la Palestine, il n'a pas de représailles du groupe militarisé libanais.

Il a été dit plus tôt que l'Arabie Saoudite, alliée des États-Unis, soutenait des groupes terroristes. Et bien voici que les alliés de l'empire vont soutenir des terroristes sunnites pour casser l'axe chiite, notamment dans le conflit actuel en Syrie :

*« Lors de la militarisation de la crise syrienne, cet ancien ambassadeur du royaume aux États-Unis (prince Bandar) a entièrement pris en main le dossier et mené une stratégie des plus agressives. "Il a joué double jeu", affirme la chercheuse Fatiha Dazi-Héni. "Il cultivait des liens avec certains groupes ultra-radicaux, notamment à Tripoli, dans le Nord-Liban, car sa mission était de briser l'axe chiite Damas-Téhéran." Or, en poussant à la confessionnalisation du conflit [tout comme la Syrie et l'Iran, NDLR], Bandar bin Sultan a contribué à son pourrissement, sans pour autant obtenir la tête de Bachar el-Assad. »*⁸

Vous pouvez bien imaginer que ce chaos syrien fait l'affaire de l'empire. Casser l'axe chiite par le conflit en Syrie et par bien d'autres moyens, permettra potentiellement de mettre sur pied un régime fantoche en Syrie soumis aux intérêt\$ occidentaux et trouver un moyen pour que l'allié-Israël puisse continuer son expansion⁹ sur le plateau du Golan..!



Conclusion

En bref, l'impérialisme est en train d'essayer de briser les derniers régimes qui lui étaient réfractaires. On assiste à un contexte épouvantable : USA, Israël, Arabie Saoudite et autres pays sunnites d'un côté et de l'autre côté l'axe chiite violemment attaqué et la Russie opportuniste qui semblent avoir oublié l'existence de la Palestine. L'Iran entouré de bases militaires qu'on guette 24 heures sur 24, la Syrie mise à feu et à sang par Al-Nosra et Daesh, le Hezbollah épuisé à se battre contre Daesh... Et le peuple de la Palestine laissé seul sous le poids de l'apartheid Israélien.

Pour les impérialistes, c'est du gagnant-gagnant : la Syrie et le Hezbollah qui sont contre Israël et critiques du système économique étatsunien subissent de lourdes pertes sous les coups de Daesh. Une entente pour encadrer l'Iran, sous la volonté occidentale, vient d'être signée en faisant du chantage du développement nucléaire. Israël a de plus en plus le beau jeu de faire ce qu'il veut, ses ennemis étant tous occupés ailleurs. Et l'occident peut continuer à s'enrichir en vendant des armes dans chacune de ces guerres.

Bref, les impérialistes occidentaux se retrouvent avec le champ de plus en plus libre pour faire une planète lisse et plate imposant leur vision d'un libéralisme mondialisé partout, partout, sans exception. Une disparition des cultures particulières pour une Terre occidentalisée. Tout le monde portera des jeans américains « made in Bangladesh », tout le monde écoutera le rock insipide « made in USA », tout le monde suivra le lavage de cerveau hollywoodien, tout le monde boira du Coke, tout le monde va s'abreuvera au New Age Californien... Samuel Huntington et les impérialistes seront contents, ils pourront dormir tranquilles, toute la planète sera unie, uniforme, un clone de leur propre ego démesuré.

Ils provoquerons eux-mêmes la crise des crises, les barbares se soulèveront et l'empire s'effondra tel l'empire romain.

- 1- bit.ly/1Zh5CDu
- 2- bit.ly/1vhKoaz
- 3- <http://bit.ly/1pCWL2V>
- 4- <http://bit.ly/1Ue3MnA>
- 5- à différencier avec d'autres groupes sunnites ou chiites non-fondamentalistes
- 6- cnn.it/1RJ7moj
- 7- Ici l'objectif n'est pas d'idéaliser les autorités du monde chiite : les régimes Iraniens, Syriens... sont des régimes autoritaires, fascisants et souvent alliés de la Russie qui a les même tendances.
- 8- <http://bit.ly/1Zh6d7X>
- 9- <http://bit.ly/1TZczcD>

Drones de combat : fabriqués au Québec?

Les drones de combat ne sont pas fabriqués ici, mais il serait incorrect de limiter la fabrication des drones de combat au seul appareil aérien. Une facette importante de ce nouvel outil à tuer est le logiciel, que ce soit pour le pilotage à distance, pour la surveillance des capteurs, etc. Par exemple, un de ces logiciels, appelé Bug Splat¹, est utilisé afin de déterminer la taille de la bombe nécessaire afin de tuer sa cible. La déshumanisation est désormais intégrée dans le cœur de la machine².

Côté logiciel, le Québec tient une place de choix. Si on ne construit pas de drones, on ne se gêne pas pour les programmer. L'entreprise CAE conçoit plusieurs logiciels pour la gestion des batteries de capteurs permettant le pilotage des drones de combat³. La même entreprise, de concert avec l'armée canadienne, finance aussi un laboratoire important au sein de l'université McGill dédié aux logiciels des drones de combat⁴. Notons que le groupe "Demilitarize McGill" garde d'ailleurs un œil sur les relations entre l'université et l'armée⁵.

En-dehors des drones eux-mêmes, le logiciel peut aussi servir à l'entraînement des opérateurs et opératrices. Encore une fois, c'est CAE qui se démarque avec des contrats directement avec l'armée américaine⁶, quand ce n'est pas pour des usages prétendument civils⁷. Et la boucle est bouclée lorsque Northrop Grumman, fabricant de drones de combats, vend des logiciels militaires de salle de contrôle ... au SPVM⁸.

On voit facilement comment les médias, qui rapportent essentiellement les communiqués de presse des chef militaires, nous montrent désormais une guerre sans violence. Une violence invisible pour nous n'en demeure pas moins réelle. Notre silence est le plus beau cadeau que nous pouvons donner aux atrocités de CAE, McGill, Northrop Grumman et les autres. C'est pourquoi il faut dénoncer haut et fort cette violence, attaquer les profiteurs de cette boucherie, lutter contre l'idéologie guerrière derrière ces attaques. À bas l'industrie de la mort ! À bas le capitalisme !

- 1- bit.ly/1cJzwWi
- 2- <http://bit.ly/1qft3vx>
- 3- <http://bit.ly/1MvITw2>
- 4- <http://bit.ly/21C5Nsu>
- 5- <https://demilitarizemcgill.com/en/>
- 6- <http://bit.ly/1R89BjC>
- 7- <http://bit.ly/22wJabk>
- 8- <http://bit.ly/1Zh8NLb>



Immigration et anticapitalisme

Agir moralement, c'est chercher à atteindre le bien sans tenir compte des normes, des inclinaisons, ni des conséquences de la finalité de l'acte.

Dans la définition de la notion étatique (groupement humain géographiquement localisé), une géographie des humains, c'est à-dire un espace aérien, terrestre, maritime, délimité par les humains.

Pour être bref et concis, le capitalisme est un système qui se base sur l'appât du gain.

Le capitalisme s'est édifié et étendu sur la base de l'inégalité de développement des territoires, les uns par rapport aux autres, en recherchant systématiquement la pression d'une armée industrielle de réserve au niveau de la main d'oeuvre. Les réservoirs de force de travail, il les a trouvés dans les campagnes, d'abord au sein des chasses gardées des différentes bourgeoisies : parmi les enfants très souvent, parmi les femmes aussi, que les valeurs bourgeoises réservaient pourtant, en principe, à l'usage domestique. Et puis, il a enrôlé à son service les masses paysannes ou paupérisées des pays voisins, économiquement en retard (la plupart du temps à cause de leur système) et de plus en plus, avec l'impérialisme, celle des pays sous sa domination à travers le monde.

Les grandes puissances capitalistes comme les États-Unis, l'Australie et le Canada, ainsi que l'Angleterre, se sont même édifiées par l'immigration sur des continents où les populations originelles ont été massacrés.

L'immigration, condition de l'expansion du capitalisme

De l'essor de l'industrialisation capitaliste au 19e siècle au commerce des esclaves, on peut dire que cet infâme système d'exploitation a connu un boom à l'heure même de la formation du capitalisme industriel aux États-Unis, dans lequel l'esclavage a créé la fortune des planteurs du sud et également l'un des fondements qui servirent au décollage de l'industrie du nord.

Une même classe ouvrière à l'échelle de la planète

Le système capitaliste, lui-même entraînant des brassages incessants de prolétaires, fait plus que jamais des travailleurs et travailleuses émigrés de là-bas, immigrés ici, une même classe à l'échelle de la planète. Les migrations de main d'oeuvre se sont amplifiées à notre époque, généralisées, mondialisées en somme !

L'idée que de bonnes lois pourraient, sans toucher l'economie capitaliste elle-même, rendre le système plus humain est une utopie. Personne n'a de prise sur le fonctionnement chaotique de l'économie capitaliste. En période de crise, le capitalisme continue d'appauvrir la partie sous-développée de la planète et par là même à

pousser à l'émigration une partie de ses habitantEs, alors même que les pays riches n'ont pas la volonté des les accueillir. Les États capitalistes peuvent bien multiplier de nouveaux murs ou rideaux de fer, se transformer en forteresses, ils ne pourront jamais empêcher que des vagues de pauvres chassés de chez eux par la misère viennent frapper à la porte où est concentrée la richesse. Ils ne peuvent pas, malgré leur armada répressive, leurs polices des frontières, empêcher, par exemple, que des milliers de pauvres du Mexique et d'Amérique du sud tentent de franchir le Rio Grande, que des boat people albanais cherchent à traverser l'Adriatique ou des Marocains, des Africains, le détroit de Gibraltar -ni empêcher ceux et celles qui, du moins, n'y laissent pas leur vie, de retenter plusieurs fois leur chance.

Comment peut-on imaginer qu'il puisse en aller autrement quand la vie de millions de gens est telle qu'ils n'ont rien à perdre, quand c'est leur survie même qui est en jeu ?

Notre pays la terre, notre patrie l'humanité

Nous sommes contre cette société où les travailleurs et travailleuses sont traités comme des citrons que l'on presse et puis que l'on jette, qu'ils soient Auvergnats, Turcs ou apatrides, ce système est à abattre; ce n'est pas certes l'immigration qui est un « problème », mais ce système économique et social.

SERIGNE GUEYE (Solidarité sans frontières)

Drones de combat : pourquoi une telle popularité ?

Depuis quelques années, l'utilisation des drones de combat s'est multipliée, au point où des centaines de modèles différents sont maintenant accessibles aux différents États capitalistes. Les drones de combat sont utilisés pour surveiller, pour bloquer les communications, mais surtout, pour détruire et tuer. Les invasions, en soi illégitimes, ne visent qu'à subjuguer les populations ciblées, et l'utilisation de drones dissimule médiatiquement les atrocités liées à une telle subjugation.

En effet, un récent rapport indique que lors d'attaques ciblées sur 41 personnes, pas moins de 1146 personnes non-ciblées ont été tuées¹. Au Pakistan seulement, en voulant tuer 24 personnes particulières, les drones n'ont atteint leur cible que six fois ... tout en tuant 874 autres personnes, incluant 142 enfants. Et ce rapport ne décrit que les cas de personnes ciblées. Une estimation plus exacte faite par des ancienNEs opérateurs et opératrices de drones de combat mentionne près de 6000 victimes, en date de juin 2015².

Mais dans ce cas, qu'est-ce qui motive l'utilisation des drones de combat ? Comme dans tout ce qui touche le domaine militaire, la motivation principale est l'enrichissement des fabricants d'armes. La construction, l'entretien et l'opération des drones de combat est une industrie très lucrative. La propagande souligne le côté non-habité de l'arme, mais, en fait, une panoplie importante de personnes sont utilisées pour le maintenir en vol : pilotes, opérateurs et opératrices de capteurs, mécanicienNEs, manutentionnaires, agentEs de terrain, responsables de mission, soutien informatique, etc. Il faut aussi construire la salle de contrôle, prévoir un lien satellite, programmer le drone et le logiciel de contrôle ... En somme, s'il est possible d'avoir un drone General Atomics MQ-9 Reaper pour 17M\$, une unité complète de quatre drones avec tout l'équipement demande une équipe de 171 personnes et un minimum de 120M\$ d'investissement³. Les drones coûtent effectivement plus chers que les avions militaires, une constatation qui n'est pas pas passée inaperçue de l'industrie militaire.

Qui plus est, le drone de combat demeure très fragile et vulnérable aux défauts matériels et logiciels. Une perte de lien satellite, même momentanée, signifie généralement la perte de l'appareil. Dans un cas,

un appareil devenu incontrôlable a dû être détruit en vol. Au total, c'est plus de 400 drones de combat qui auraient été détruits en date de juin 2014⁴, pour un total de près de 6,8 milliards de dollars en coûts de remplacement, un montant qui ferait saliver n'importe quel capitaliste.

Au final, la popularité des drones de combat tient grâce à leur capital politique. Ils peuvent être utilisés discrètement, il n'y a pas de déploiement massifs publiés dans les journaux, pas de soldats morts à rapatrier aux familles. Pour les politicienNEs, les drones de combat sont l'arme idéale : ils peuvent mener la guerre sans impliquer la vie des précieux soldats « canadiens ». Sans compter que l'inefficacité et le coût élevé des drones ne réduit pas nécessairement l'efficacité des armées impériales. Les dommages collatéraux servent à réaffirmer la domination sur les populations locales, tandis que les profits générés par les compagnies d'armement sont en grande partie réinvestis pour le lobbying militaire permettant de justifier la prochaine invasion impérialiste.



1- <http://bit.ly/1uS1SeR>
2- <http://bit.ly/1Lzksmv>
3- <http://ti.me/1Ulqvqm>
4- <http://wapo.st/1w3F5em>

Where Do We Go From Here?

Many people ask if under the Trudeau government there will be changes made to the immigration system that will ease up border controls; controls which were intensified under Stephen Harper. We know that Canada is founded on and continues to exist because of the everyday violence and oppression created by capitalism and colonialism. Although more migrants may theoretically be permitted entry on a permanent basis under Trudeau, a reality yet to even be seen, there will always be an exploited and criminalized underclass of migrants that the Canadian nation and its government relies upon, both economically for profits, and morally, to maintain the facade of the government's 'legitimate' right to ownership and management of Canadian territory.

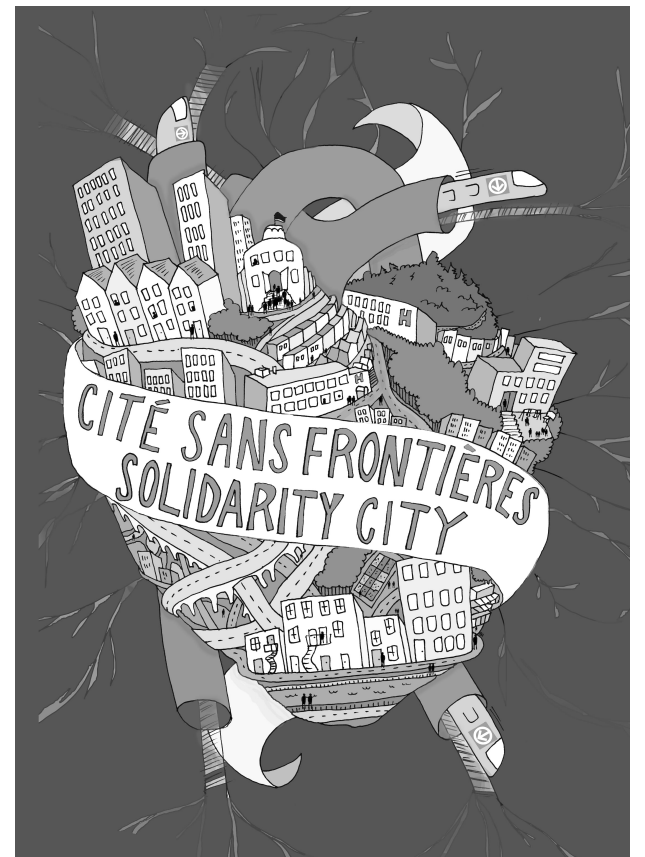
As an example, we can think of the Trudeau government's recent welcoming of Syrian refugees. While yes, certain Syrian refugees made it to so-called Canada, others (the Syrian families not chosen, as well as single men, lower class, criminalized, and migrants from other parts of the world) are not permitted the freedom to move.

To resist the everyday violences normalized in Canadian society, we must strengthen our community autonomy, by seeking long term solutions in local affinity based, or otherwise cohesive, communities on the island of what is known as Montreal. Rather than turning to the government for the solutions to our survival and the survival of those around us, we must turn to our neighbours and work on building community support, accountability and longevity based on anti-oppressive, anticolonial, and anticapitalist principles.



Solidarity Across Borders' Solidarity City Campaign is built on these principles and a belief that we need to take care of each other right now. By supporting each other, we build communities based on mutual aid, rather than reproducing societies based on racist exploitation, occupation, and colonial violence.

A part of how we are currently trying to build a Solidarity City is by demanding that women's shelters, hospitals, schools, foodbanks, co-operative housing, and social housing, never ask for immigration status when offering services. As we make these demands, we are also creating our own networks of support and in doing so, creating alternatives to the oppressive structures that surround us. These networks of mutual aid can look like a lot of different things. From strengthening relationships and sharing knowledge during community dinners, to preventing the Canada Border Services Agency (CBSA) entrance into the women's shelter you work at; from showing up to calls for action made by local Indigenous communities, to taking care of someone's kids so they can attend a meeting, there are ways all of us can participate in the creation of a Solidarity City.



Of course, these are practices and methods for survival and resistance that have always been deployed within marginalized and oppressed communities. The Solidarity City campaign is just one example of a means to connect these communities and networks across Montreal. For more information about the Solidarity City campaign, check out our declaration: <http://www.solidarityacrossborders.org/en/solidarity-city/solidarity-city-declaration>. If you are interested in getting involved with Solidarity Across Borders, email solidaritesansfrontieres@gmail.com for more information.

Nouvelle brochure de la CLAC : A-Anti-Anticapitalistes! Analyses et réflexions sur un système à abattre

La CLAC a publié au cours des dernières années plusieurs documents qui dénonçaient autant les crimes et les abus de l'État que ceux des corporations capitalistes et de leurs crosseurs. Nous avons tenté de proposer une critique de fond du système économique et politique qui nous oppresse individuellement et collectivement, et ce, dans une perspective tant locale qu'internationale. Cette brochure répond à une volonté de rassembler en un seul écrit une synthèse modeste de nos diverses contributions.

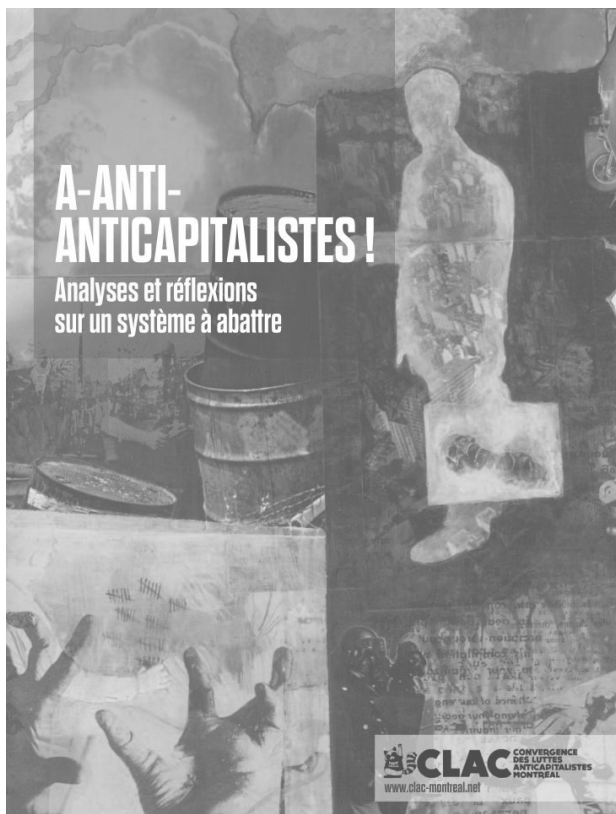
Dans les textes de cette brochure, nous tentons d'actualiser une critique anticapitaliste qui s'appuie sur une analyse systémique, à la fois conceptuelle et factuelle, de ce système complexe et totalisant, et de ses différentes incarnations, comme le classisme, le patriarcat, le racisme, le colonialisme, la domination sur la nature, etc. Avec l'objectif de rendre le tout concret et accessible, nous avons volontairement abordé

des thèmes précis et les avons développés. Vous trouverez des textes sur les origines et l'évolution du capitalisme, les oppressions systémiques, le travail, l'environnement, les tentatives de réforme (et leurs échecs), les droits humains, la police, la guerre, les luttes anticapitalistes, le tout ponctué d'un lexique de notre cru.

En lisant cette brochure, vous constaterez ce que nous souhaitons ardemment : des collectivités sans classes, égalitaires et solidaires, dans lesquelles les besoins réels des individus sont comblés. Une société débarrassée du pouvoir, du profit et des oppressions.

Bonne lecture !
Le comité agit-prop
de la CLAC

Gratuit et disponible à DIRA,
à la Librairie L'Insoumise,
en format pdf à :
www.clac-montreal.net/BrochureAnticapitaliste
ou écrivez nous à : info@clac-montreal.net



Extraits de : Le Premier mai¹

Par Errico Malatesta (1893)

Pour la troisième fois, le prolétariat conscient de tous les pays affirme, par la tenue d'une manifestation internationale, une solidarité authentique entre les travailleurs et travailleuses, une profonde haine de l'exploitation et la volonté, chaque jour plus déterminée, de mettre fin au système tel qu'il existe.

Les gouvernements et les classes tremblent, avec raison. Non pas parce que la révolution éclatera ce jour-là (car cet événement pourrait survenir n'importe quel jour de l'année), mais parce que quand les opprimés commencent à éprouver le fardeau et la honte de l'oppression, quand ils et elles se sentent frères et sœurs, quand ils et elles oublient toutes les haines historiques fomentées par les classes dirigeantes, quand ils et elles se serrent la main au-delà des frontières et trouvent la solidarité dans la lutte pour l'émancipation commune, le jour de la libération est certainement proche.

Et ce mouvement est d'autant plus important qu'il est l'œuvre directe des masses elles-mêmes, indépendamment des actions partisans, voire en opposition aux partis.

Lorsque les socialistes d'État, à l'occasion du Congrès de Paris de 1889, ont appelé le 1^{er} mai une journée de *grève internationale*, ils n'y voyaient rien de plus qu'une de ces définitions platoniques adoptées lors des congrès pour affirmer un principe et qui sont oubliées aussitôt que le congrès est terminé. Peut-être les congressistes croyaient-ils qu'une telle décision donnerait de l'étoffe à leur parti et serait utile à certains hommes dans leur démarche électorale; malheureusement, le cœur de ces gens ne semble battre avec enthousiasme que pour les fins électorales. Quoi qu'il en soit, il est certain que du moment qu'ils ont perçu que l'idée avait progressé et que les manifestations sont devenues imposantes et ont menacé de les entraîner sur des voies révolutionnaires, ces gens se sont efforcés de mettre le mouvement au pas et de lui ôter la signification que l'instinct populaire lui avait donné. Pour le prouver, il suffit de se rappeler les efforts qui ont été faits pour déplacer la manifestation du 1^{er} jour de mai au premier *dimanche* de mai. Puisqu'il n'est pas d'usage de travailler le dimanche, parler de suspendre le travail ce jour-là n'est rien d'autre qu'une farce et une imposture. Ça n'est plus une grève, ça n'est plus un moyen d'affirmer la solidarité des travailleurs et travailleuses et leur pouvoir de résister aux injonctions des employeurs. Ça n'est plus rien d'autre qu'une *fête*, un congé, une petite marche, quelques discours, quelques résolutions indifférentes, passées par applaudissements (...), et c'est tout. Et afin de tuer encore plus efficacement le mouvement

qu'ils avaient lancé par inadvertance, ils sont allés jusqu'à demander au gouvernement de faire du 1^{er} mai un congé officiel !

La conséquence de toutes ces tactiques d'apaisement est que les masses, qui s'étaient d'abord lancées dans le mouvement avec enthousiasme, commencent à perdre confiance et en viennent à considérer le 1^{er} mai comme rien de plus qu'une parade annuelle ne se distinguant des autres parades traditionnelles qu'en ce quelle est plus maussade et ennuyeuse qu'elles.

Il appartient aux révolutionnaires de sauver ce mouvement, qui pourrait, à un moment ou un autre, donner lieu à des conséquences extrêmement importantes et qui de toutes manières reste un puissant moyen de propagande qu'il serait insensé d'abandonner.

Il nous faut hisser nous même notre pavillon et nous devons le porter bien haut partout où les gens souffrent, et en particulier, partout où les gens montrent qu'ils sont fatigués de souffrir et luttent par tous les moyens, bons ou mauvais, contre l'oppression et l'exploitation.

Dans une société fondée sur une contradiction d'intérêts, où une classe conserve toute la richesse sociale et est organisée en pouvoir politique afin de défendre ses propres privilèges, la pauvreté et l'assujettissement des masses déshéritées tendent toujours à atteindre leur paroxysme, conformément (...) aux intérêts de la classe dirigeante. Et cette tendance ne connaît pour entrave que la résistance de l'opprimé : l'oppression et l'exploitation ne cessent que lorsque le point de rupture est atteint et que les travailleurs et travailleuses se décident à ne plus les endurer.

Si l'on obtient des concessions modestes plutôt que des concessions majeures, ça n'est pas parce qu'elles sont plus faciles à obtenir, mais parce que le peuple s'en contente.

Si l'on a pu arracher quoi que ce soit aux oppresseurs, ça a toujours été par la force ou par la peur; et c'est toujours la force ou la peur qui empêchent les oppresseurs de reprendre ce qu'ils ont concédé.

La journée de huit heures et les autres réformes, qu'elle que soit leur valeur, ne peuvent être obtenues que lorsque les hommes et les femmes se montrent résolus à les prendre par la force, et elles n'apporteront aucune amélioration au lot des prolétaires à moins que ceux-ci et celles-ci ne soient déterminés à ne plus subir désormais ce qu'ils et elles ont subi jusqu'à aujourd'hui.



La sagesse, dans ces conditions, et même *l'opportunisme*, exige que nous ne perdions pas de temps et d'énergie à quémander des réformes apaisantes, mais que nous luttons plutôt pour l'émancipation totale de tous et toutes, une émancipation qui ne peut devenir réalité que par la mise en commun de la richesse et l'abolition des gouvernements.

Par ailleurs, dans les pays où les déshérités ont tenté la grève le 1^{er} mai, ils et elles ont oublié « les huit heures » et le reste. Le 1^{er} mai a pris toute l'importance et la signification d'un rendez-vous révolutionnaire, à l'occasion duquel les travailleurs et travailleuses du monde entier comptent leurs forces et se promettent mutuellement d'être solidaires dans la bataille décisive qui s'approche chaque jour.

De l'autre côté, les gouvernements travaillent fort pour éliminer toute illusion que l'on pourrait encore bercer quant à l'intervention des pouvoirs publics en faveur des travailleurs et travailleuses, car au lieu de concessions, tout ce qui a été obtenu à date, c'est des arrestations de masse, des charges de cavalerie et des coups de feu ! Meurtre et mutilation !

LONGUE VIE au 1^{er} mai!

Il n'est pas, comme nous l'avons dit, le jour de la révolution, mais il demeure une bonne occasion pour la propagation de nos idées, et pour tourner l'esprit des humains vers la révolution sociale.

1- Publié dans *The Commonweal* (Londres) 1, nouvelle série, no.1, le 1^{er} mai 1893. Repris dans *The Method of Freedom : An Errico Malatesta Reader*, 2014, AK Press, Oakland, Édimbourg, Baltimore. p. 165-168. Traduction : Rich Bonemeal pour la CLAC.



| Surveillance et répression

Avec les révélations d'Edward Snowden des dernières années, il est essentiel de penser à la sécurité et à la surveillance dans les milieux d'extrême-gauche. Doit-on s'inquiéter de la surveillance ? Après tout, notre service de police local n'a pas réussi à faire tenir une seule contravention reliée aux règlements P6 ou 500.1 dans les trois dernières années. Est-ce que l'on n'a été que chanceux-euses ?

Depuis la mise en place d'une réforme sur la surveillance aux États-Unis en 2007, le gouvernement américain a pu mettre en place le programme PRISM, qui lui permet d'accéder essentiellement à toutes les informations communiquées et détenues par les compagnies américaines, que ce soit Microsoft, Google, Apple, Yahoo ou Facebook, et ce, sans mandat. Comme ce sont des compagnies publicitaires, elles produisent des données caractérisant les comportements des utilisateur-trice-s de l'internet afin de les revendre à des agences de marketing : par exemple, les informations que l'on recherche dans google sont enregistrées par celui-ci, de même que les vidéos que l'on consulte sur youtube, ainsi que les applications que l'on installe sur un appareil *Android*. Facebook possède un peu moins de services, mais épie le web en entier à l'aide de ses boutons *like* et du partage effectué par ses utilisateur-trice-s.

Le gouvernement bénéficie à son tour de cet espionnage de masse : il sauve des frais faramineux d'espionnage. Il a en effet mis en place un système de recherche développé pour être capable de faire les suivis entre les différentes sources de données afin de suivre les personnes ayant des comptes Facebook, Gmail ou autre sur la surface du globe. Il a été publiquement admis par les autorités que la Suède et l'Allemagne on eu accès à ce moteur de recherche. Ces programmes sont légaux puisqu'ils visent à « protéger les AméricainEs de la menace terroriste ». Toutefois, comme les programmes canadiens de sécurité, les termes « extrémisme » et « radical » servent essentiellement à cibler les groupes d'opposition¹, anarchistes ou autres.

Toutefois, il faut se rappeler que même lors de telles opérations à grand déploiement, il est très difficile de passer de la surveillance à la répression, même lorsque cette surveillance inclut l'infiltration de groupes. À la suite de la révolution russe, Victor Serge² constate, en décortiquant les archives des services de renseignements du Tsar, que bien que la surveillance était partout, elle sentait le soulèvement, mais était absolument incapable d'empêcher quoi que ce soit de se produire. Pendant la grève de 2012, quand des injonctions sont tombées sur des Cégeps et universités, l'incapacité d'action des forces policières rendait effectivement inopérant le système de justice. Lorsque le gouvernement a essayé de mettre en place une loi encore plus répressive, elle a tôt fait d'attiser la résistance populaire, rendant partiellement caduc le pouvoir des autorités. Et lors des vagues de contraventions P-6 qui ont suivi, la pression sur le système de justice par les gens qui contestaient en masse leurs tickets a été suffisante pour venir à bout des comparutions.

La surveillance et la répression deviennent donc un rapport de force. Essentiellement, si l'on cesse de faire des choses parce que l'on croit que c'est impossible de les faire sans se faire prendre ou sans se faire prendre en souricière, on fait le travail de la police pour elle. Aussi, si l'on ne fait pas preuve de discrétion lorsque l'on prépare une action, on peut facilement en subir des conséquences drastiques. Il est donc important de bien connaître les conséquences réelles de nos actions. Pour ce faire, il semble nécessaire d'avoir dans nos communautés une forte diversité. Cette



diversité peut provenir autant de ceux et celles qui tentent toujours de tester les limites de la légalité et qui nous permettent de savoir exactement les conséquences juridiques de nos actes, que ceux et celles qui restent invisibles. Il va de soi que ceux et celles qui prennent les risques doivent faire attention de n'attirer la répression que sur des personnes qui y consentent. Avec des gens qui testent les limites, il est bien plus facile de savoir exactement ce qui est toléré et de pousser collectivement les limites de nos actions.

Ainsi, la surveillance ne doit pas nous ralentir en deçà de ce qui est effectivement réprimé et, pour comprendre la répression, il faut essayer des choses. De plus, subir la répression n'est pas nécessairement si problématique, puisqu'il a été impossible pour les autorités de faire payer 3000 contraventions pour un règlement considéré illégitime. Cette attaque contre le système de répression est un bon début. Cependant, l'entièreté du système capitaliste reste illégitime, le combat doit donc continuer et l'éducation doit se poursuivre, jusqu'à ce que cela soit évident pour toutes et tous que tous les patrons, les frontières, les policiers, les gouvernements et les propriétaires ne méritent que notre mépris !

Principes de fondation de la CLAC-Montréal :

- 1- La CLAC-Montréal est fondée sur un mode de fonctionnement antiautoritaire et se base sur les principes de l'Action mondiale des peuples (AMP)*, à titre de convergence et de lieu d'organisation pour la gauche anticapitaliste radicale.
- 2- Le vote individuel constitue la base décisionnelle de la CLAC-Montréal, tout en recherchant activement l'appui et la participation des groupes à ses campagnes et mobilisations.
- 3- La CLAC-Montréal a le mandat d'organiser deux assemblées régulières par année et des assemblées spéciales peuvent être convoquées au besoin selon la conjoncture.
- 4- La CLAC-Montréal a le mandat de porter le discours anticapitaliste par l'organisation de campagnes et de manifestations, dont celle du 1^{er} mai de chaque année.

* Les principes de l'Action mondiale des peuples

- 1- Un rejet très clair du féodalisme, du capitalisme, et de l'impérialisme, ainsi que de tous les accords commerciaux, institutions et gouvernements promoteurs d'une mondialisation destructrice.
- 2- Un rejet très clair de toutes formes et systèmes de domination et de discrimination dont (et de manière non exhaustive) le patriarcat, le racisme et le fondamentalisme religieux de toutes croyances. Nous reconnaissons la dignité entière de tous les êtres humains.
- 3- Une attitude de confrontation, puisque nous ne pensons pas que le « lobbying » puisse avoir un impact majeur sur des organisations à tel point partiales et antidémocratiques, pour lesquelles le capital transnational est le seul facteur réel déterminant leur politique.
- 4- Un appel à l'action directe et à la désobéissance civile, au soutien aux luttes des mouvements sociaux, mettant en avant des formes de résistance qui maximisent le respect pour la vie et pour les droits des peuples opprimés, ainsi qu'à la construction d'alternatives locales au capitalisme mondial.
- 5- Une philosophie organisationnelle fondée sur la décentralisation et l'autonomie.

1- Infil00p, suite à la résistance aux olympiques, a fait plusieurs requêtes d'information sur les opérations de surveillance, pour recevoir 300 pages, qui se concentrent presque uniquement sur les mouvements de résistance :

(<http://vancouver.mediacoop.ca/blog/infil00p/9519>)

et anarchistes :

(<http://vancouver.mediacoop.ca/blog/infil00p/5650>).

2- <http://bit.ly/1Uefr61>

Pour plus d'infos
sur la CLAC :
www.clac-montreal.net

La CLAC est un groupe de
travail du QPIRG-Concordia



Le premier mai

Contre l'impérialisme, le racisme, les frontières et le colonialisme : ensemble détruisons le capitalisme !

La manifestation annuelle du 1er mai se tiendra un dimanche à 15h00 dans le centre-ville de Montréal. Le(s) point(s) de départ seront annoncé(s) sur <http://clac-montreal.net>

Encore cette année, les attaques contre les travailleurs et travailleuses ont été fulgurantes : crise économique permanente, augmentation du coût de la vie, patronat et gouvernements qui serrent la vis aux employéEs, etc. Sans compter le sacro-saint déficit zéro qu'on nous sert depuis 20 ans pour justifier les coupures dans les programmes sociaux et l'aide aux travailleur-euse-s pauvres et aux sans-emploi. Pour diviser encore plus nos résistances, on agite le spectre du terrorisme, et on ravive la xénophobie d'une partie de la population pour détourner la colère du peuple vers les immigrant-e-s. Travailleur-euse-s, sans-emploi et étudiant-e-s de partout dans le monde, nous devons plutôt nous unir contre le pouvoir capitaliste. Contre ses attaques, nous devons répondre par la solidarité :

Contre l'impérialisme

Les bombardements et les occupations qu'ont subis l'Irak et l'Afghanistan, entre autres, ont déstabilisé ces régions du monde et mis en place les conditions pour l'unification des groupes armés locaux contre le contrôle occidental. Via les marionnettes Al-Assad et État Islamique, la guerre en Syrie n'est qu'un autre chapitre de cette guerre impérialiste entre les grands États de ce monde pour l'accès aux ressources. C'est pourquoi ces bombardements ne peuvent que renforcer la haine envers les forces d'occupations et déstabiliser encore plus la région.

Contre les frontières

Le contrôle des gouvernements des pays du Moyen-Orient est crucial pour les pays du Nord parce qu'ils possèdent d'énormes réserves de pétrole et une main-d'œuvre à bas prix. Les frontières impériales arbitraires tracées après la Seconde Guerre mondiale servent à exclure la population du reste du monde des richesses accumulées en Europe et en Amérique du Nord.

Contre le racisme

Si l'on ne s'oppose pas à ces injustices de masse, on est complice d'un régime raciste qui permet les « bas prix de tous les jours » de la surconsommation occidentale. Sans oublier la montée du racisme, par des attaques physiques sur des personnes migrantes (ou identifiées comme telles, fréquemment à tort), mais aussi par toutes les formes d'exclusion et de discrimination renforcées par le système d'immigration hypersélectif.

Contre le colonialisme

Il faut reconnaître que les richesses accumulées par le Canada proviennent directement des ressources naturelles volées aux communautés autochtones, qui sont les premières victimes des projets de développement nécessaires à la croissance économique permanente du capitalisme. Les gouvernements les remercient en fermant les yeux sur les violences policières et en ignorant les meurtres de femmes autochtones. Nos luttes doivent favoriser toutEs les déplacéEs du capitalisme, qu'ils et elles aient été placéEs dans des réserves ou amenéEs à nos portes par les conflits que l'on cause à l'extérieur.

Ensemble, détruisons le capitalisme !

Tant qu'il y aura des travailleur-euse-s qui pourront être exploitéEs pour moins cher, ici ou ailleurs, les salaires vont subir des pressions à la baisse. Tant que les luttes n'incluront pas toutes les victimes du capitalisme, le gouvernement continuera de couper d'autres démunieEs, pour donner des miettes à ceux qui revendiquent en se gardant la grosse part du gâteau. C'est pourquoi la guerre de classe, ça passe par une compréhension de nos intérêts face à ceux qui s'enrichissent chaque année grâce à l'augmentation de l'écart entre les riches et les pauvres, et ce, tant au niveau national qu'international. Célébrons un Premier mai de véritables solidarités ! Ne nous laissons pas diviser. Attaquons ceux qui profitent de ces conflits et renversons le capitalisme pendant qu'il est encore temps !

For the english version : www.clac-montreal.net/en/node/605

